



UNIQUEMENT EN FRANCE MÉTROPOLITAINE, EN BELGIQUE ET AU LUXEMBOURG

MAGAZINE  
DANS LA GUERRE  
DES BANDES À ÉVRY

idées



“ Quand la France célébrait son empire colonial ”

# Le Monde | WEEK-END

SAMEDI 29 MAI 2021 - 77<sup>e</sup> ANNÉE - N° 23759 - 4,70 € - FRANCE MÉTROPOLITAINE - WWW.LEMONDE.FR -

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

## Macron reconnaît la « responsabilité accablante » de la France au Rwanda

► Lors d'une visite pour l'histoire à Kigali, le président français a demandé à « ceux qui ont traversé la nuit » de « nous faire le don de nous pardonner »

► Vingt-sept ans après le génocide des Tutsi perpétré par un régime longtemps soutenu par Paris, le chef de l'Etat a affiché sa volonté de regarder la vérité en face

► Cet acte permet une normalisation des relations avec le Rwanda et s'inscrit dans une démarche d'apaisement sur les questions mémorielles

► L'effort de refondation de la relation de la France avec l'Afrique se heurte aux réalités que dicte l'actualité, notamment sur le plan sécuritaire au Sahel

PAGES 2 À 4 ET EDITORIAL PAGE 32



Emmanuel Macron et Jean-Yves Le Drian, devant des portraits de victimes du génocide rwandais, au Mémorial de Gisozi, à Kigali, le 27 mai. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

## Crise sanitaire Le naufrage de l'Inde de Modi

OFFICIELLEMENT, l'Inde dénombre plus de 300 000 morts, mais le bilan réel est bien plus élevé, comme le laissent présager les milliers de corps repêchés dans le Gange. La responsabilité du premier ministre, Narendra Modi, est lourde dans cette tragédie. Au pouvoir depuis 2014, le nationaliste hindou n'a cessé de mépriser la science et de défier les intellectuels, y compris lorsque s'annonçait le danger. Sans oxygène ni vaccins en quantité suffisante, le pays, qui se targuait d'être la pharmacie du monde, a sombré face à la violence de la deuxième vague.

ENQUÊTE PAGES 20-21

## Consommation Les clients reviennent mais sans hâte

Déconfinés, les Français ne se ruent pas dans les magasins. Les protocoles sanitaires découragent certains d'entre eux de fréquenter les galeries marchandes

PAGES 14-15

### Economie

La reprise n'était pas au rendez-vous du premier trimestre

PAGE 17

### Football

Zidane quitte Madrid, mystère sur son avenir

PAGE 19

### Le Monde DES VINS

La consécration du rosé de Provence

Les domaines viticoles du Var attirent les grandes fortunes, au point de menacer les vignerons indépendants

SUPPLÉMENT

## Covid-19 Un concert test avec l'espoir d'un retour à la normale



Georges Coste, volontaire pour le concert d'Indochine, devant l'AccorHotels Arena, à Paris, le 26 mai. LUCAS BARIOULET POUR « LE MONDE »

CINQ MILLE SPECTATEURS pourront assister, samedi 29 mai, à un concert du groupe Indochine à l'AccorHotels Arena, à Paris, premier spectacle de cette ampleur depuis février 2020. L'événement doit permettre de définir un pro-

tocole sanitaire évitant tout risque de flambée épidémique à l'issue de ce type de rassemblement. Les résultats de cette étude devraient être connus fin juin et suivis d'une publication scientifique.

PAGES 8-9

### Culture

Miquel Barcelo, des grottes aux musées

Le peintre et sculpteur, qui expose ses œuvres au Musée Picasso de Malaga, revient sur sa passion pour la littérature et l'art pariétal

ENTRETIEN PAGE 23

### Social

Grande fatigue dans l'aide à l'enfance

Si les difficultés des travailleurs sociaux datent d'avant le Covid-19, la crise a considérablement dégradé les conditions d'exercice du métier

PAGES 12-13

CHAQUE SEMAINE LE MEILLEUR DE LA PRESSE ÉTRANGÈRE

États-Unis Cent ans après le massacre de Tulsa

BIÉLORUSSIE — LOUKACHENKO DOIT RENDRE DES COMPTES CONTROVERSE — FAUT-IL VACCINER LES ENFANTS ?

Courrier international

JÉRUSALEM au cœur de toutes les déchirures

La ville trois fois sainte occupe une place centrale dans le conflit israélo-palestinien. Pourquoi ? Que revendiquent les uns et les autres ? Décryptage historique pour comprendre la crise actuelle.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



FRANCE-RWANDA

# A Kigali, Macron sollicite le pardon des rescapés du génocide

Le chef de l'Etat a reconnu « une responsabilité accablante » de la France « dans un engrenage qui a abouti au pire », mais sans parler de complicité lors du génocide des Tutsi en 1994

KIGALI - envoyé spécial

Enfin, le temps est venu. La vérité réclame parfois une lente et pénible maturation. Vingt-sept ans après le génocide des Tutsi au Rwanda, Emmanuel Macron a prononcé un discours pour l'histoire, jeudi 27 mai, à Kigali, dans l'enceinte du Mémorial de Gisozi. Un discours pour s'incliner devant les morts, saluer les rescapés, désigner les bourreaux, et surtout reconnaître la « responsabilité » de l'Etat français – mot répété à quatre reprises – entre 1990 et 1994, en soutien au régime hutu. Invoquant une « dette envers les victimes », le président français a formulé l'espoir de « sortir de cette nuit et de cheminer à nouveau ensemble ». « Sur ce chemin, a-t-il ajouté, seuls ceux qui ont traversé la nuit peuvent peut-être pardonner, nous faire le don, alors, de nous pardonner. »

Responsabilité, mais pas de « culpabilité » ni de « complicité ». La dialectique mémorielle choisie par le président vise à sortir la France du déni, mais pas à se lancer dans une inculpation de son prédécesseur lointain, François Mitterrand. D'où beaucoup d'ellipses, notamment sur les errements idéologiques de l'Elysée à l'époque, sur le développement d'une hiérarchie parallèle entre la présidence et les militaires français sur le terrain, ou encore sur le soutien en armes apporté au régime génocidaire.

« Les tueurs qui hantaient les marais, les

collines, les églises n'avaient pas le visage de la France, a dit Emmanuel Macron. Elle n'a pas été complice. Le sang qui a coulé n'a pas déshonoré ses armes ni les mains de ses soldats, qui ont eux aussi vu de leurs yeux l'innommable, pansé des blessures, et étouffé leurs larmes. Mais la France a un rôle, une histoire et une responsabilité politique au Rwanda. Et elle a un devoir : celui de regarder l'histoire en face et de reconnaître la part de souffrance qu'elle a infligée au peuple rwandais en faisant trop longtemps prévaloir le silence sur l'examen de la vérité. »

## METTRE DES MOTS SUR LE PASSÉ

Au cours du long vol de nuit vers Kigali, le président et ses conseillers ont affiné jusqu'au dernier moment les expressions les plus sensibles. Le mot « excuses » a été écarté, car il implique une demande d'oubli et d'effacement, dit-on dans l'entourage du président. Au risque de ne pas laisser la trace d'une expression puissante, cristalline, résumant sa démarche. Celle-ci se veut réconciliatrice et ancrée dans le long terme. « Un génocide ne s'efface pas. Il est indélébile, a déclaré le chef de l'Etat au Mémorial. Il n'a jamais de fin. »

Emmanuel Macron a fait logiquement remonter la responsabilité de l'Etat à l'automne 1990 et à l'engagement militaire français, décidé par François Mitterrand, pour contrer l'offensive du Front patriotique rwandais (FPR), présenté alors comme une force étrangère aux mains de l'Ouganda anglophone. Les efforts « louables et coura-



**« C'ÉTAIT UN DISCOURS PUISSANT, AVEC UNE SIGNIFICATION PARTICULIÈRE POUR CE QU'IL SE PASSE AUJOURD'HUI ET QUI RÉSONNERA BIEN AU-DELÀ DU RWANDA »**

PAUL KAGAME  
président rwandais

geux » de Paris en soutien des négociations interrwandaises, devant conduire aux accords d'Arusha entre 1992 et 1993, ont été « balayés par une mécanique génocidaire ». Selon le chef de l'Etat, le pouvoir exécutif de l'époque a eu le tort de ne pas tenir compte des avertissements reçus. « En ignorant les alertes des plus lucides observateurs, la France endossait une responsabilité accablante dans un engrenage qui a abouti au pire, alors même qu'elle cherchait précisément à l'éviter. » Pourtant, il ne s'agissait pas seulement d'un mépris de ces signaux, mais aussi d'un soutien militaire actif au futur régime génocidaire. Enfin, M. Macron a rappelé l'inaction de la communauté internationale, entre avril et juin 1994, pendant que le génocide était commis contre les Tutsi. « Nous avons, tous, abandonné des centaines de milliers de victimes à cet infernal huis clos », a-t-il affirmé.

Emmanuel Macron avait 16 ans au moment du génocide. Ces ténèbres ne lui sont pas familières. C'est à lui néanmoins qu'est revenue la charge de mettre des mots sur le passé, sans déni ni repentance, près des cinq

stèles de béton sous lesquelles reposent les restes de plus de 250 000 victimes. La lenteur de son débit, l'absence rare de toute improvisation par rapport au texte écrit indiquaient l'importance du moment : à l'égard des victimes, du Rwanda, de l'Afrique et de l'opinion publique française, où les questions mémorielles ont toujours une forte traduction politique.

Pendant plus de deux décennies, l'Etat français avait refusé d'examiner son naufrage dans toutes ses dimensions. Instructions judiciaires partielles, écrans de fumée diffusés par les gardiens du temple mitterrandien, polémiques stériles : il semblait impossible de s'entendre sur les faits eux-mêmes, avant même de considérer leur interprétation. Mais le temps est venu, enfin, de mieux nommer le mal.

Ce rendez-vous a été rendu possible à la fois par l'évolution des deux sociétés, le travail des chercheurs et la démarche simultanée des dirigeants. Emmanuel Macron et son homologue, Paul Kagame, ont accompli chacun un effort l'un envers l'autre, mus par un même désir de cautériser la plaie et d'assainir

## « Reconnaissance de la faute et soutien valent plus que des excuses »

Valérie Mukabayire, présidente d'une association d'aide aux veuves du génocide, se félicite du discours du président français

### ENTRETIEN

KIGALI - envoyé spécial

Valérie Mukabayire est présidente de l'ONG Avega Agahozo, une association qui vient en aide aux veuves du génocide. Fondée en 1995, celle-ci propose du soutien médical, financier et psychologique aux rescapés qui ont perdu un conjoint pendant la tragédie rwandaise qui a fait 1 million de morts entre avril et juillet 1994. Grâce à différents programmes socio-économiques, elle participe aussi à la reconstruction nationale et à la réconciliation. Cette association, qui comptait 25 000 membres à sa création, en dénombre aujourd'hui près de 19 000.

Comme d'autres membres d'associations de victimes et de rescapés du génocide des Tutsi, Valérie Mukabayire, dont une partie de la famille a été massacrée, était invitée à assister au discours d'Emmanuel Macron,

jeudi 27 mai, au Mémorial du génocide de Kigali.

### Quelle a été votre réaction après le discours d'Emmanuel Macron ?

Ce discours était attendu par les Rwandais avec beaucoup d'impatience. Je l'ai écouté avec attention et en suis très satisfaite. Il m'a même touchée. J'ai trouvé le président français compatissant et j'ai apprécié le fait qu'il reconnaisse la responsabilité de la France [dans le génocide des Tutsi]. C'est aussi ce qui était écrit dans le rapport de la commission Duclert qui a été dévoilé à la fin du mois de mars après l'ouverture des archives nationales en France. Mais, aujourd'hui, cette responsabilité a été prononcée à plusieurs reprises face à nous, par le président français et dans un lieu de mémoire. Je suis émue.

Quels sont les mots que vous retenez ?

C'est évidemment le terme « responsabilité » mais aussi le mot « dette » [dette envers les victimes pour tant de silences passés]. Le président français a dit qu'il était là pour reconnaître la responsabilité de la France et je trouve cela courageux de sa part. Il a été aussi très clair sur le fait qu'il n'y avait eu qu'un seul génocide, celui des Tutsi. Ce sont des mots qu'on aime entendre et qui rassurent. J'espère qu'ils feront taire les révisionnistes qui

prétendent qu'il y a eu un autre génocide [qui aurait été commis par les Tutsi contre les Hutu, après juillet 1994]. Le président français a aussi déclaré que la justice allait poursuivre tous les génocidaires réfugiés sur son territoire. Cette situation n'est plus tolérable. Me voilà aussi rassurée sur ce point très important.

Mais il n'a pas formulé d'excuses. Auriez-vous aimé que ce terme soit prononcé ?

### Mélenchon approuve, Le Pen dénonce

Le chef de file des « insoumis », Jean-Luc Mélenchon, a dit, jeudi 27 mai, « partager » la reconnaissance par le président Emmanuel Macron des « responsabilités » de la France dans le génocide rwandais, à rebours de la chef du Rassemblement national, Marine Le Pen, qui critique la « repentance perpétuelle ». M. Mélenchon, candidat à l'Elysée, demande en outre que « les responsables notoires du génocide des Tutsi qui vivent encore en France soient jugés pour leurs crimes ». Marine Le Pen a, au contraire, estimé que la France était « respectée quand elle se grand[issait], pas quand elle s'abaiss[ait] », et parlé d'une « repentance perpétuelle qui ne satisfait personne ».

Non, car je pense qu'il n'est pas important. La reconnaissance de la faute et le soutien dans la douleur valent beaucoup plus que des excuses. Emmanuel Macron a dit qu'il avait compris ce que nous avons vécu. J'ai senti de la compassion.

Je pense qu'aujourd'hui un pas a été franchi et, à mes yeux, c'est le principal. L'essentiel est de renforcer cette relation d'amitié qui existe entre la France et le Rwanda. Elle est bonne désormais, et c'est ce qu'il faut préserver.

Emmanuel Macron a dit que « seuls ceux qui ont traversé la nuit peuvent peut-être pardonner, nous faire le don de nous pardonner ». Vous avez perdu votre mari et de nombreux proches pendant le génocide. Pardonnez-vous à la France ?

Vingt-sept ans après, les rescapés du génocide sont arrivés à un moment de leur histoire où ils ont même pardonné à des

bourreaux qui ont exterminé toute leur famille. Ils ont pardonné à des tueurs, des génocidaires. Aujourd'hui, nous vivons ensemble sur les collines uniquement parce que nous avons réussi à nous pardonner entre nous. C'était le prix à payer pour pouvoir vivre en paix. Le pardon est aujourd'hui dans notre cœur, notre vie, notre culture. Puisque nous avons pardonné à nos génocidaires les crimes qu'ils ont commis, nous pouvons pardonner à tout le monde.

### Même à ceux qui ne vous le demandent pas ?

Notre cœur doit rester ouvert parce que nous voulons regarder vers l'avenir. C'est le seul moyen. Nous avons traversé la nuit, l'atrocité d'un génocide, mais nous devons aller de l'avant encore et toujours. Alors nous accordons notre pardon à tous ceux qui veulent le recevoir. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
PIERRE LEPIDI





**Emmanuel Macron dépose une gerbe devant le Mémorial, à l'occasion du 27<sup>e</sup> anniversaire du début du génocide, à Kigali, le 27 mai.** JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

la relation bilatérale. « *Un nouvel espace politique* » s'ouvre ainsi, qui permet d'entrevoir « *une normalisation des relations* » avec, notamment, la désignation d'un ambassadeur à Kigali, se félicite-t-on à l'Élysée. Le 26 mars, la publication du rapport d'historiens, sous la direction de Vincent Duclert, a changé les conditions du débat en France. Ce document de 1200 pages, nourri par un accès inédit aux archives qu'avait permis M. Macron au nom d'une transparence tant attendue, a gravé dans le marbre certaines vérités qui avaient été jusqu'alors tordues, niées ou reléguées au rang de simples opinions.

Sans retenir l'idée d'une complicité de l'État français dans le génocide, la commission avait présenté une analyse cinglante des errements de l'Élysée sous François Mitterrand, de son intoxication idéologique due notamment à l'obsession de l'influence anglo-saxonne sur le continent, de son refus d'entendre les signaux d'alerte. Des « *responsabilités lourdes et accablantes* » apparaissent, avait résumé le rapport. Soit presque, au mot près, les termes retenus par Emmanuel Macron jeudi. Le 9 avril, Vincent Duclert a été reçu à Kigali par le président Paul Kagame. « *Les Rwandais ont été surpris par la sévérité justifiée de nos conclusions*, explique l'historien. *On a échangé avec le président sur le tribunal de l'histoire. Je lui ai demandé s'il était justifié de poursuivre sur la voie judiciaire, dès lors que la vérité des faits émergeait. Il m'a dit non.* »

#### UNE « LUCIDITÉ » SALUÉE

Au cours de ce long entretien, M. Kagame a exprimé son souhait de rencontrer à Paris, au cours de sa visite à la mi-mai, certaines personnalités françaises très présentes dans le rapport Duclert, et notamment des officiers de l'époque. L'Élysée ne participe pas à son organisation. Jusqu'au bout, la distance entre l'exécutif et la commission a été respectée. « *C'est important que chacun soit à sa place*, estime Vincent Duclert. *Le rapprochement politique se fait sur la base de la reconnaissance mutuelle d'une vérité historique. Emmanuel Macron a compris que rien ne pouvait se faire avec le Rwanda, et plus largement en Afrique, sans regarder en face la responsabilité de la France. Il faut saluer cette lucidité.* »

Le 19 avril, le gouvernement rwandais a reçu le rapport commandé au cabinet d'avocats américain Muse. Celui-ci a mis en cause « *l'opération de camouflage* » conduite par la France pendant vingt-cinq ans afin de se soustraire à la vérité de son engagement au Rwanda. Mais il avait globalement adopté un ton plus mesuré sur l'idée d'une complicité active, à la satisfaction de Paris.

Au cours de sa visite dans la capitale française le 18 mai, Paul Kagame, interrogé par

Le Monde, avait aussi laissé à l'Élysée le choix des mots appropriés et avait souligné l'envie de dépasser ce traumatisme du génocide. Kigali a noté, sur le plan symbolique, la présence dans la délégation française du général Jean Varret, ancien chef de la mission militaire de coopération (1990-1993), dont la lucidité a été saluée par le rapport Duclert. « *Je tire mon chapeau au président*, disait-il au Monde jeudi soir. *Il n'a heurté personne dans son discours. Le mot "excuses" ne serait pas passé, notamment auprès de l'armée, et aurait été exploité politiquement. Le pardon, en revanche, est une notion bien plus subtile, qu'il a bien présentée.* »

En janvier 2000, Guy Verhofstadt, premier ministre de la Belgique – ancienne puissance colonisatrice au Rwanda – avait demandé « *pardon* » au nom de son pays, lors d'un discours soulignant « *un dramatique cortège de négligences, d'insouciances, d'incompétences, d'hésitations et d'erreurs* ». En France, les associations des rescapés attendaient depuis longtemps un discours fondateur.

Dans le quinquennat d'Emmanuel Macron, ce déplacement à Kigali demeurera une borne majeure, bien plus nette que celle de Nicolas Sarkozy en 2010. Le président de l'époque avait bien visité le Mémorial du génocide. Mais il avait pris la parole lors d'une conférence de presse aux côtés de son homologue, Paul Kagame, dans un cadre bien moins solennel et dépouillé. Refusant de se livrer à une « *course au vocabulaire* », Nicolas Sarkozy avait alors évoqué des « *erreurs politiques* » et « *une forme d'aveuglement* ». Mais il n'avait pas mis des mots clairs sur le soutien obstiné et désastreux, politique et militaire, accordé par François Mitterrand au régime hutu, « *raciste, corrompu et violent* », comme l'écrit la commission Duclert.

Nicolas Sarkozy avait préféré dissoudre la responsabilité spécifique de la France dans celle, plus large, de la communauté internationale. « *Il ne faut pas jouer avec les mots comme si nous n'étions pas francophones*, soulignait, jeudi, au Mémorial, l'écrivaine Yolande Mukagasana, survivante du génocide. *Ce n'étaient pas des erreurs, mais des choix, des fautes. Mitterrand savait dans quoi il s'engageait, entraînant la France, au nom de son amitié avec Habyarimana [président rwandais de 1973 à 1994].* »

#### « SES MOTS ÉTAIENT LA VÉRITÉ »

Lors d'une conférence de presse commune avec Emmanuel Macron dans son palais présidentiel, Paul Kagame a salué les propos tenus plus tôt par son invité. « *Le président vient de faire un discours important au Mémorial du génocide à Kigali*, a-t-il dit. *C'était un discours puissant, avec une signification particulière pour ce qu'il se passe aujourd'hui et qui résonnera bien au-delà du Rwanda. Ses mots avaient plus de valeur que des excuses. Ils étaient la vérité. Dire la vérité est risqué. Mais vous le faites car c'est juste, même si cela vous coûte quelque chose, même si c'est impopulaire.* »

Comme tous ses prédécesseurs, le président de la République polit ses discours mémoriels avec un soin particulier. Mais aucun autre président n'a autant lié cet exercice à la politique étrangère, à la consolidation des intérêts français actuels et futurs. Sans toujours rencontrer le succès espéré, faute de partenaire à la hauteur pour avancer de façon symétrique, comme en Algérie. Avec le dossier rwandais, Emmanuel Macron s'empare d'un sujet qui n'est pas aussi prégnant, aussi sensible dans l'opinion publique française que la guerre d'Algérie, bien que plus récent. Mais il touche au cœur même de l'État, à l'articulation de ses institutions, à la mécanique de prise de décision dans ce fameux domaine toujours aussi réservé qu'est la politique étrangère.

En outre, cette reconnaissance solennelle de la responsabilité française permet de normaliser les relations avec un État qui se prévaut d'un modèle de développement unique en Afrique, mâtiné d'autoritarisme. Enfin, elle vise à démontrer la nouvelle démarche vertueuse de Paris à l'égard du continent : un dialogue d'égal à égal, en surmontant l'héritage colonial, pour répondre aux sentiments antifrancophones qui prospèrent dans certains pays africains. C'est dans cette logique que s'inscrivent d'autres gestes depuis le début du quinquennat, comme la restitution d'œuvres d'art africaines, « *qui était un tabou absolu jusqu'à présent* », selon l'Élysée, ou encore l'abandon du franc CFA. ■

PIOTR SMOLAR

**Le Monde Afrique**  
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus

# « La France est restée de fait aux côtés d'un régime génocidaire »

Emmanuel Macron s'est exprimé jeudi, à Kigali, au Mémorial de Gisozi, à propos du génocide des Tutsi. Nous publions son discours en intégralité

« *Seul celui qui a traversé la nuit peut la raconter.* » Ce sont ces paroles, empreintes de gravité et de dignité, qui résonnent en ce lieu, ici au Mémorial de Gisozi, à Kigali. Raconter la nuit.

Ces paroles convoquent un insondable silence. Le silence de plus d'un million d'hommes, de femmes, d'enfants, qui ne sont plus là pour raconter cette interminable éclipse de l'humanité, ces heures où tout s'est tu.

Elles nous racontent la course éperdue des victimes, la fuite dans la forêt ou dans les marais. Une course sans arrivée et sans espoir, une traque implacable qui reprenait chaque matin, chaque après-midi, dans une terrible et banale répétition du mal.

Elles nous font entendre la voix de ceux qui, après avoir trébuché, ont affronté la mort ou la torture de leurs bourreaux sans un cri, parfois pour laisser s'enfuir un proche, un parent, un enfant, un ami, qu'ils avaient protégé jusqu'à leur dernier souffle. Ces voix qui se taisaient quand montait, à l'aube, l'insoutenable euphorie des chants de rassemblement de ceux qui tuaient "ensemble" et de ceux qui portaient, dans leur vocabulaire dévoyé, au "travail".

Ce lieu leur restitue tout ce dont on avait tenté de les priver : un visage, une histoire, des souvenirs. Des envies et des rêves. Et surtout une identité, un nom – tous les noms, gravés, un à un, inlassablement sur la pierre éternelle de ce mémorial.

Ibuka, souviens-toi.

#### « Nommer, reconnaître »

Ces paroles nous font entendre aussi la voix de ceux qui portent la plaie de cette nuit, ceux qui portent la blessure béante d'avoir été là et d'être encore là. Ceux dont nous n'avons écouté la souffrance ni avant, ni pendant, ni même après, et c'est peut-être là le pire. Survivants, rescapés, orphelins, c'est grâce à leur témoignage, à leur courage, à leur dignité que nous mesurons combien il ne s'agit pas de chiffres ou de mots, mais de l'irremplaçable épaisseur de leurs vies.

Ces paroles disent une tragédie qui porte un nom : génocide. Elles ne s'y réduisent pas pour autant. Car il s'agit bien d'une vie, avec tous ses rêves, un million de fois fauchée. Un

**« LA FRANCE A UN DEVOIR : CELUI DE REGARDER L'HISTOIRE EN FACE ET DE RECONNAÎTRE LA PART DE SOUFFRANCE QU'ELLE A INFLIGÉE AU PEUPLE RWANDAIS »**

EMMANUEL MACRON

génocide ne se compare pas. Il a une généalogie. Il a une histoire. Il est unique.

Un génocide a une cible. Les tueurs n'ont eu qu'une seule obsession criminelle : l'éradication des Tutsi, de tous les Tutsi. Des hommes, des femmes, leurs parents, leurs enfants. Cette obsession a emporté tous ceux qui ont voulu y faire obstacle, mais, elle, n'a jamais perdu sa cible.

Un génocide vient de loin. Il se prépare. Il prend possession des esprits, méthodiquement, pour abolir l'humanité de l'autre. Il prend sa source dans des récits fantasmés, dans des stratégies de domination érigées en évidence scientifique. Il s'installe à travers des humiliations du quotidien, des séparations, des déportations. Puis se dévoile la haine absolue, la mécanique de l'extermination.

Un génocide ne s'efface pas. Il est indélébile. Il n'a jamais de fin. On ne vit pas après le génocide, on vit avec, comme on le peut.

Au Rwanda, on dit que les oiseaux ne chantent pas le 7 avril. Parce qu'ils savent. C'est aux hommes qu'il appartient de briser le silence. Et c'est au nom de la vie que nous devons dire, nommer, reconnaître.

Les tueurs qui hantaient les marais, les collines, les églises n'avaient pas le visage de la France. Elle n'a pas été complice. Le sang qui a coulé n'a pas déshonoré ses armes ni les mains de ses soldats, qui ont eux aussi vu de leurs yeux l'innommable, pansés des blessures, et étouffé leurs larmes.

Mais la France a un rôle, une histoire et une responsabilité politique au Rwanda. Elle a un devoir : celui de regarder l'histoire en face et de reconnaître la part de souffrance qu'elle a infligée au peuple rwandais en faisant trop longtemps prévaloir le silence sur l'examen de la vérité.

En s'engageant dès 1990 dans un conflit dans lequel elle n'avait aucune antériorité, la France n'a pas su entendre la voix de ceux qui l'avaient mise en garde, ou bien a-t-elle surestimé sa force en pensant pouvoir arrêter ce qui était déjà à l'œuvre.

La France n'a pas compris que, en voulant faire obstacle à un conflit régional ou une guerre civile, elle restait de fait aux côtés d'un régime génocidaire. En ignorant les alertes des plus lucides observateurs, la France endossait alors une responsabilité accablante dans un engrenage qui a abouti au pire, alors même qu'elle cherchait précisément à l'éviter.

A Arusha, en août 1993, la France pensait, aux côtés des Africains, avoir arraché la paix. Ses responsables, ses diplomates, y avaient œuvré, persuadés que le compromis et le partage du pouvoir pouvaient prévaloir. Ses efforts étaient louables et courageux. Mais ils ont été balayés par une mécanique génocidaire qui ne voulait aucune entrave à sa monstrueuse planification.

Lorsqu'en avril 1994, les bourreaux commencèrent ce qu'ils ap-

pliaient odieusement leur « travail », la communauté internationale mit près de trois mois, trois interminables mois, avant de réagir. Et nous avons, tous, abandonné des centaines de milliers de victimes à cet infernal huis clos.

Au lendemain, alors que des responsables français avaient eu la lucidité et le courage de qualifier le génocide, la France n'a pas su en tirer les conséquences appropriées.

Depuis, vingt-sept années de distance amère se sont écoulées. Vingt-sept années d'incompréhension, de tentatives de rapprochement sincères mais inabouties. Vingt-sept années de souffrance pour ceux dont l'histoire intime demeure malmenée par l'antagonisme des mémoires.

Alors, en me tenant, avec humilité et respect, à vos côtés, ce jour, je viens reconnaître nos responsabilités. C'est ainsi poursuivre l'œuvre de connaissance et de vérité que seule permet la rigueur du travail, de la recherche et des historiens. Et nous le poursuivrons encore en soutenant une nouvelle génération de chercheurs, de chercheuses, qui ont courageusement ouvert un nouvel espace de savoir. En souhaitant qu'aux côtés de la France toutes les parties prenantes à cette période de l'histoire rwandaise ouvrent à leur tour toutes leurs archives.

#### « Le don de nous pardonner »

Reconnaître ce passé, c'est aussi et surtout poursuivre l'œuvre de justice. En nous engageant à ce qu'aucune personne soupçonnée de crimes de génocide ne puisse échapper au travail des juges.

Reconnaître ce passé, notre responsabilité, est un geste sans contrepartie. Exigence envers nous-mêmes et pour nous-mêmes. Dette envers les victimes après tant de silences passés. Don envers les vivants dont nous pouvons, s'ils l'acceptent, encore apaiser la douleur. Ce parcours de reconnaissance, à travers nos dettes, nos dons, nous offre l'espoir de sortir de cette nuit et de cheminer à nouveau ensemble. Sur ce chemin, seuls ceux qui ont traversé la nuit peuvent peut-être pardonner, nous faire le don alors de nous pardonner.

Diibuka.

Diibuka.

Diibuka.

Je veux ici, en ce jour, assurer la jeunesse rwandaise qu'une autre rencontre est possible. N'effaçant rien de nos passés, il existe l'opportunité d'une alliance respectueuse, lucide, solidaire, mutuellement exigeante, entre la jeunesse du Rwanda et la jeunesse de France. C'est l'appel que je veux lancer ici. Baptisons ensemble de nouveaux lendemains. Préparons ici, pour nos enfants, de prochains souvenirs heureux.

C'est le sens de l'hommage que je veux rendre à ceux dont nous garderons la mémoire, qui ont été privés d'avenir et à qui nous devons d'en inventer un. ■



## FRANCE-RWANDA

## Entre Emmanuel Macron et Paul Kagame, une entente intéressée

Le rapprochement sur la mémoire du génocide est le préalable à une coopération plus étroite entre la France et le Rwanda

KIGALI - envoyé spécial

Ils se sont bien trouvés. Emmanuel Macron et son homologue rwandais, Paul Kagame, ont affiché, jeudi 27 mai, une convergence évidente, dix jours après leur rencontre à Paris. Pas un mot désobligeant, pas une nuance critique, dans un sens comme dans l'autre. Le président rwandais a salué de façon chaleureuse le discours tenu dans la matinée par son invité au Mémorial du génocide, au sujet des responsabilités françaises entre 1990 et 1994. Emmanuel Macron lui a retourné la politesse, en se gardant d'exprimer la moindre réserve sur le modèle autoritaire rwandais, les atteintes au pluralisme ou les arrestations arbitraires, mis en exergue par les organisations non gouvernementales. L'heure est à la réconciliation, à un nouveau souffle.

D'une certaine façon, Paul Kagame est un interlocuteur rêvé en Afrique de l'Est pour Emmanuel Macron, loin des canons classiques de l'Afrique francophone : ambitieux, il fait de Kigali une vitrine impressionnante et mise tout sur l'attractivité de son petit pays, dont les statistiques officielles sont pourtant contestées. Le dirigeant rwandais cherche à combiner l'agilité de l'entrepreneur high-tech avec la poigne d'un dirigeant n'acceptant aucun frein à l'exécution de ses ordres.

Rompant au jeu diplomatique, il voit en Emmanuel Macron un nouvel allié intéressant dans les enceintes internationales, désireux de promouvoir les voix africaines, comme au G20. M. Macron a rendu hommage à Paul Kagame, qui a « su comprendre tôt l'importance de l'éducation et de la santé, pour permettre à la jeunesse de réussir ». Le dirigeant rwandais n'était pas en reste, soulignant le « courage » de son homologue français, qualifié d'« homme d'écoute ».

## « Respectueux et concret »

« Ils ont trouvé leurs marques sans fausse familiarité, analyse un conseiller du président français. C'est très respectueux et concret, sans cette culture passée où l'on se tapait dans le dos et on en faisait des tonnes. Ici, on peut décliner des projets. Quand il se passe quelque chose au niveau des chefs d'Etat, ça suit en dessous, au niveau du gouvernement, des échelons administratifs. »

Mais avant de se pencher sur les dossiers bilatéraux concrets, comme l'économie verte ou le numérique, il fallait aborder la question mémorielle. Emmanuel Macron a fait la pédagogie de son propre discours, face aux journalistes : « Ce que nous devons, c'est la vérité, plutôt que de chercher à nous débarrasser d'un passé qui ne passait pas. Un génocide ne s'excuse pas, on vit avec. Et un pardon ne s'exige pas. Qui serais-je pour le faire ? »

Interrogé sur la présence continue d'anciens génocidaires hutu sur le territoire français, M. Macron s'est engagé à améliorer la coopération judiciaire entre les deux pays, sans évoquer de façon très précise la question d'un traité d'extradition. « Si des modifications qui nécessitent des textes intergouvernementaux sont requises, nous les prendrons, a-t-il dit.

## LE CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS S'EST GARDÉ D'EXPRIMER LA MOINDRE RÉSERVE SUR LE MODÈLE AUTORITAIRE RWANDAIS

D'ores et déjà, les moyens ont été activés et la coopération concrète, judiciaire aussi. »

Le président français a mis en avant plusieurs gestes à l'égard des autorités locales. Ainsi en vint-il de la désignation imminente d'un nouvel ambassadeur, dont le nom sera soumis à Paul Kagame, après six ans sans titulaire du poste. Emmanuel Macron s'est aussi rendu au Centre culturel francophone de Kigali. Au cours d'une réception, le chef de l'Etat a insisté sur la philosophie qui motivait l'ouverture du centre : « Une francophonie de reconquête, ouverte, modernisée, qui s'enorgueillit des échanges avec l'anglais, le kinyarwanda ». Il était difficile de ne pas y percevoir une réponse lointaine à l'obsession miterrandienne, imprégnée d'esprit colonial suranné, d'une lutte d'influence au Rwanda avec le monde anglo-saxon. Une obsession qui fut l'une des clés du soutien aveugle apporté par l'Elysée, à l'époque au régime génocidaire hutu.

## 100 000 doses d'AstraZeneca

Le président français a aussi rappelé les termes du « new deal » dont il rêve pour l'Afrique, évoqué lors du sommet de financement des économies africaines qui s'est tenu à Paris, le 18 mai. M. Macron espère la réallocation massive, par les pays riches, de fonds pour les pays africains, dont la dette explose avec la pandémie de Covid-19, afin de leur permettre de développer leurs infrastructures et d'enrayer la pauvreté.

Il a également insisté sur l'initiative multilatérale Act-A, lancée il y a un an, dont l'objectif principal est le partage des moyens dans la lutte contre l'épidémie avec les pays africains. M. Kagame a remercié son invité pour la livraison de 100 000 doses de vaccin AstraZeneca. « Les amis sont faits pour ça », a-t-il salué. Le Rwanda a pour objectif de vacciner 60 % de sa population d'ici à 2022, soit 7,8 millions de personnes sur 13.

Le dernier volet dans la visite présidentielle concernait la jeunesse, celle qui vit dans la mémoire du génocide sans l'avoir éprouvé. Le passage au Centre régional polytechnique intégré de Tumba, à une heure de Kigali, a obligé le cortège présidentiel à emprunter des routes de montagne escarpées, au milieu d'un océan majestueux de verdure.

Emmanuel Macron a dialogué avec une dizaine d'étudiants trop sages, intimidés, sans doute. Interrogé par l'un d'eux sur les livres dont il ferait l'acquisition avec 300 euros en poche, en référence au Pass culture tout juste généralisé en France, le président a répondu : un recueil de poèmes de René Char – « peut-être les Feuilles d'Hypnos » –, *L'Education sentimentale*, de Flaubert, un disque de Bach et, enfin, des BD. Plutôt des Astérix. ■

PIOTR SMOLAR



Emmanuel Macron discute avec le président rwandais, Paul Kagame, à l'issue de leur conférence de presse conjointe, à Kigali, le 27 mai.

JULIEN MUGUET POUR  
« LE MONDE »

## Le renouveau de la politique africaine à l'épreuve du réel

Le récent coup de force au Mali et la situation dans le Sahel rappellent la difficulté d'une refondation des liens avec l'Afrique promue par Macron

## ANALYSE

JOHANNESBURG -  
correspondant régional

Il s'est trouvé, une nouvelle fois, un élément de réel discordant pour venir contredire la théorie, celle du renouveau de la relation entre la France et l'Afrique mise en œuvre par Emmanuel Macron. C'était le 24 mai, deux jours avant que le président français ne s'envole vers le Rwanda, première étape hautement attendue d'un déplacement africain au cours duquel il s'agissait de marquer une « étape finale de normalisation », selon l'Elysée, avec ce pays où la France a eu « un rôle, une histoire et une responsabilité politique » dans ce qui mena, en 1994, au génocide des Tutsi, reconnaît le président. Quarante-huit heures avant cette déclaration, au Mali, le colonel Assimi Goïta renversait les autorités de transition mises en place après un premier coup d'Etat en août 2020.

Alors qu'à Kigali, Emmanuel Macron poursuivait son travail de renouvellement espéré entre la France et l'Afrique, à Bamako, surgissait le rappel des continuités fâchantes. Lors du premier putsch, un président élu, Ibrahim Boubacar Keïta, avait été renversé. Paris s'était fait une raison à l'égard des militaires mutins, s'appuyant sur une realpolitik supposée tenir compte des difficultés sécuritaires au Sahel, au détriment des valeurs démocratiques. Un calcul balayé donc, quelques mois plus tard, par un colonel malien qui, lui aussi, menait sa propre realpolitik.

Tout cela sur un fond, en Afrique francophone, d'opinions braquées contre la France, sur lesquelles Emmanuel Macron espère influencer. Le président français, depuis son discours enflammé devant des étudiants à l'université de Ouagadougou, au Burkina Faso, en 2017, est parti à la reconquête de cœurs et des esprits avec des outils parmi lesquels figure la « politique mémorielle », cet examen des responsabilités françaises dans les dossiers parmi les plus épineux, ceux de la guerre d'Algérie ou des

compromissions au Rwanda aux côtés du régime qui allait mettre en œuvre le génocide de 1994.

Il s'agit à la fois de briser des tabous et de rapprocher les sociétés, au lieu de se laisser enfermer dans les relations avec les dirigeants. Seulement, sans ces derniers, pas d'influence. Et la France, puissance moyenne inquiète de son déclin, consciente de ses limites, a plus souvent besoin de dirigeants alliés que de peuples hermétiques à ses velléités de renouveau.

## « Une forme de pragmatisme »

Le pouvoir français peut bien aller chercher des marchés au Nigeria, au Kenya, en Afrique du Sud, où il devait se rendre vendredi 28 mai, après le Rwanda, mais c'est avec les pays francophones qu'il vote dans les organisations internationales ou qu'il constitue des coalitions au Sahel. Ce principe, M. Macron fait tout pour le modifier. En poussant des projets d'intérêt général avec des entrepreneurs ou des Etats, en s'attaquant à la dette ou en œuvrant à créer une coalition pour que soient fabriqués des vaccins sur le continent, mais aussi en prenant une hauteur inhabituelle.

« Le moment Macron, ce n'est pas ce qu'on a connu avant, même s'il y a des continuités et des pesanteurs. Algérie, restitution des œuvres africaines, Rwanda : les trois grands rapports commandés par Emmanuel Macron depuis qu'il a été élu ont tous été consacrés à l'Afrique », fait remarquer Achille Mbembe. Le philosophe camerounais, professeur à l'université de Witwatersrand, en Afrique du Sud, enseigne aussi aux Etats-Unis et est l'un des penseurs majeurs des études postcoloniales.

A la surprise générale, il a accepté, il y a quelques mois et à la demande du président Macron, de prendre la direction d'une commission qui multiplie les échanges avec des auditoires variés à travers le continent africain, afin de rassembler les opinions et idées en vigueur. Elles doivent être présentées lors du prochain sommet Afrique-France, qui doit se tenir en octobre, à Montpellier.

## « EMMANUEL MACRON TRAVAILLE À UNE CONVERSION DU REGARD, CELUI QUE LA FRANCE PORTE SUR L'AFRIQUE ET CELUI QUE L'AFRIQUE PORTE SUR LA FRANCE »

ACHILLE MBEMBE  
philosophe

Un gadget ? Ce serait mal juger Achille Mbembe que de le croire le jouet d'un « attrape-jeune » démagogique. Dans ses échanges avec le président français, il a pu se faire une idée de ses ambitions pour l'Afrique et les détaille avec lucidité. « Il n'y a pas de théorie derrière tout cela, juste une forme de pragmatisme. Il travaille à une conversion du regard, celui que la France porte sur l'Afrique et celui que l'Afrique porte sur la France. Il est convaincu qu'il y a quelque chose à bâtir ensemble. Bien sûr, il reconnaît l'existence de problèmes, mais il est convaincu que nous avancerons mieux [en France et en Afrique], si nous parvenons à les résoudre », analyse-t-il.

## Politique d'influence de Kagame

C'est dans ce cadre que s'inscrit la « politique mémorielle », l'ouverture des archives liées à l'assassinat de l'ancien dirigeant burkinabé Thomas Sankara, la restitution d'œuvres pillées lors de la colonisation ou la fin programmée du franc CFA. Le but : se dégager d'un passé « qui est un enfermement » pour la France et l'Afrique, selon Achille Mbembe. Une « expérimentation », pas une recette du succès. La contradiction inhérente à ce système risque de tout annihiler, mais elle est parfaitement assumée. En Libye, par exemple, où Paris, avec Nicolas Sarkozy, a été l'instigateur de l'intervention militaire de 2011 contre le pouvoir de Mouammar Kadhafi. Cette campagne placée sous mandat international, après une

brève satisfaction générale de voir un dictateur démis, a eu comme conséquence d'ouvrir le vide, nourrissant le chaos.

Les populations africaines ont très bien détecté ce que signifiait la rhétorique française au sujet du Sahel : il est rare qu'un responsable politique français ne finisse, un beau jour, par mettre l'avancée du djihadisme sur le compte de la natalité (Emmanuel Macron a parlé de « défi civilisationnel » à propos des taux de fertilité élevés dans la région) ou sur celle du recul des Etats. Pour cette raison notamment – mais aussi l'obsession anti-migrants, la fermeture de l'accès aux universités, etc. –, la France a du chemin pour séduire l'Afrique.

A l'inverse, un président comme Paul Kagame a le talent de sonner juste pour une partie de l'opinion du continent. Il a sans doute un double langage, promeut le progrès, mais fait taire avec violence toute forme de dissension. Il développe lui aussi une politique d'influence et porte une ambition pour l'Afrique. Cette combinaison est compatible avec l'approche d'Emmanuel Macron. Il y a eu, entre les deux hommes, une « fascination réciproque, mais aussi un pragmatisme qui n'est pas loin du cynisme », analyse M. Mbembe.

Si le philosophe estime que le président « cherche la conversion des regards » et que sa volonté de changement est poussée par le souhait de ne pas être « condamné à l'inimitié », il ajoute qu'« on ne le lui a pas suffisamment reconnu [cette volonté] et [que l']on se trompe d'analyse en s'opposant à une refondation des rapports ». Des intellectuels africains se sont élevés contre sa participation, jugeant qu'il s'agissait d'une forme de compromission. Il balaye cette opposition : « L'occasion est là, il faut s'en saisir », dit-il, tout en avvertissant : « La question est de savoir qui doit payer pour les risques que l'on prend si ça ne marche pas ». ■

JEAN-PHILIPPE RÉMY